

# MANIFESTE POUR DES RURALITÉS VIVANTES

ELECTIONS 2022



10

## PROPOSITIONS D'URGENCE

**Il n'y aura pas de relance économique en France  
s'il n'y en a pas dans les zones rurales.**

Septembre 2021



Evoquer la ruralité, c'est en premier lieu se questionner sur le rapport que nous entretenons à notre espace.

Ce rapport a connu, depuis ces 30 dernières années, de profonds bouleversements, sous l'influence de la métropolisation accélérée, de l'étalement urbain et des dynamiques multimodales à l'œuvre.

La ruralité ne peut se résumer de nos jours à sa simple essence latine « ruralis », campagne, qui la positionnerait comme une simple soustraction à l'espace urbain alors que l'opposition classique campagne/ville tend, de par son homogénéisation, à disparaître.

La crise sanitaire du COVID-19 a particulièrement accentué le besoin de ruralité des Français, même occasionnellement. Nos concitoyens expriment aujourd'hui des aspirations auxquelles les territoires ruraux peuvent répondre car, oui, le monde rural s'inscrit pleinement dans les transitions en cours. Il est un réservoir pour l'accomplissement de projets professionnels et personnels aussi divers soient-ils. Il permet d'accueillir des projets innovants, durables à même de relever les défis actuels et futurs : sociaux, économiques, environnementaux et territoriaux.

Il ne faut pas oublier que, depuis 10 ans, nous assistons à un véritable repeuplement rural : **80 % des communes rurales sont en croissance démographique**. Un besoin de relocaliser, de reprendre le contrôle d'entreprises s'exprime afin qu'elles produisent des biens et des services sur le sol français. **Le sujet de la souveraineté française est au cœur des débats et particulièrement de la souveraineté alimentaire**. Le changement climatique auquel nous faisons face oblige à repenser toutes les politiques publiques et tous les développements d'entreprises pour les rendre compatibles avec la neutralité carbone.

Pourtant certains freins à l'installation persistent. Le manque de services, bien qu'en recul, reste dominant (64 % du grand public ; 63 % des ruraux), devant l'offre d'emplois (62 % ; 63 %) et de transports (55 % ; 55 %) jugée insuffisante<sup>1</sup>. Près d'un tiers des ruraux (28 %) ont connu des problèmes de connexion Internet durant le confinement (vs 22 % du grand public).

Pour que le monde rural soit davantage attrayant et compétitif, le Groupe Monde Rural (GMR) et l'ensemble des acteurs du monde rural, militent pour que ces territoires ne soient pas considérés comme un simple bloc homogène. L'Etat doit mieux s'adapter aux caractéristiques particulières des territoires ruraux. Il doit répondre à leurs attentes pour faciliter l'accès aux services médicaux, éducatifs, de transport, aux nouvelles technologies, au numérique, à la culture, aux loisirs, etc. et pour permettre le développement équilibré des potentiels ruraux qui contribuera au maintien de la vitalité des territoires.

En complémentarité des actions conduites dans le cadre d'Agenda rural qui visent notamment à la nécessaire amélioration des services publics dans les campagnes françaises, les acteurs des territoires ruraux, notamment les agricultrices et les agriculteurs, veulent réaffirmer la vocation productive comme socle de base des espaces ruraux et souhaitent replacer les entrepreneurs au cœur de la croissance verte comme vecteurs du développement rural et de la souveraineté française.

En ce contexte de crise sanitaire, l'économie française est en pleine relance. La ruralité doit prendre toute sa part dans l'exercice de relance et avancer des propositions singulières visant à challenger les pouvoirs publics et l'ensemble du monde économique rural. Il n'y aura pas de relance économique en France s'il n'y en a pas dans les zones rurales.

**Henri Biès-Péré,**

Président du Groupe Monde Rural  
Deuxième Vice-Président de la FNSEA  
Agriculteur dans les Pyrénées Atlantiques



<sup>1</sup> Enquête de Familles Rurales, menée par l'IFOP, janvier 2021.



## INTRODUCTION

Selon la dernière enquête menée par Familles Rurales et l'IFOP de janvier 2021, 94 % du grand public considère que le monde rural gagnerait à être mieux connu et 92 % qu'il est agréable à vivre. **22,4 millions de Français vivent dans les zones rurales**, soit 35 % de la population (environ un Français sur trois). Toujours selon cette enquête, la qualité de vie (71 % du grand public ; 75 % des ruraux), le calme (55 % ; 60 %) et le contact avec la nature (43 % ; 51 %) sont clairement identifiés comme les atouts des territoires ruraux.

**Les territoires ruraux sont des espaces qui possèdent de nombreux atouts, ressources et potentialités.** Mais, trop souvent, les débats publics tendent à réduire la ruralité aux seules notions de nature, d'environnement, de qualité de vie, négligeant voire opposant sa vocation productive et ses entrepreneurs.

Pourtant, les milieux, les paysages, les productions agricoles, forestières, industrielles et artisanales et plus récemment d'autres activités comme celles liées au tourisme et aux activités « de pleine nature », les métiers, les savoir-faire qui y sont liés, les identités, les cultures, les modes de vie et la qualité de vie des territoires ruraux sont le fruit d'une coévolution entre des communautés humaines et le vivant. Sans suffisamment d'hommes et de femmes demain, et tout particulièrement de créateurs, d'entrepreneurs, pour les faire vivre et les développer, ces « patrimoines » qui se sont constitués et enrichis au fil des siècles et qui sont de plus en plus considérés comme des atouts, sont voués à disparaître.

Dans le même temps, 72 % du grand public<sup>2</sup> a la sensation que le monde rural connaît un renouveau et 93 % attache de l'importance à la relocalisation de la production industrielle sur le territoire national.

**Les territoires ruraux prennent toute leur part dans les transitions en cours et sont en capacité de répondre tant aux demandes sociétales qu'à contribuer à la réussite du Plan de Relance.**

Pour cela, il faut remettre, au cœur des priorités, l'activité économique des zones rurales et, bien évidemment, le vivre-ensemble que cela exige. Le rôle des entrepreneurs pour le maintien et la vitalité des territoires ruraux doit, enfin, être reconnu, considéré et pleinement soutenu par les pouvoirs publics.

Ce manifeste pour des ruralités vivantes avance différentes propositions d'évolution. Organisations professionnelles, associations, administrations, élus nationaux et locaux et citoyens doivent s'en saisir.



## PROPOSITIONS D'URGENCE POUR DES RURALITÉS VIVANTES

Les clichés ont manifestement la peau dure : la ruralité est un « no man's land » économique, c'est en tout cas ce que pensent 46 % des français qui associent ces territoires à des difficultés socio-économiques (sondage Familles Rurales de 2019). La théorie d'une croissance des grandes aires urbaines irriguant le reste du territoire à travers diverses redistributions financières est en partie responsable de cette vision trompeuse : en dehors des métropoles, point de salut économique !

Certes, trois-quarts des emplois créés depuis 2007 le sont dans seulement dans quinze métropoles, certes de nombreux bassins ruraux ont été les premières victimes de la désindustrialisation, de la fermeture des services publics et des commerces, mais y a-t-il une fatalité au décrochage économique de ces territoires quand on regarde la réussite immense de nombreux autres territoires ruraux ?

Il n'y a pas, d'un côté, des métropoles dynamiques et de l'autre des territoires périphériques sacrifiés sur l'autel de la mondialisation. Il y a des réalités territoriales diverses entre ceux qui foncent, d'autres qui s'accrochent et d'autres qui décrochent.

**Tout l'enjeu du développement socio-économique des territoires ruraux réside dans notre capacité collective à répondre individuellement aux réalités spécifiques de chaque territoire.** Il est trop confortable de penser que la politique d'aménagement du territoire doit consister en une simple mise sous perfusion budgétaire de la part des pouvoirs publics. Aux difficultés des ruralités, il serait temps d'opposer les opportunités à exploiter et libérer réellement les énergies des acteurs de terrain, au premier rang desquels les acteurs économiques.

Il est temps d'affirmer que la vocation de la ruralité comme terre de création et de production est le meilleur passeport à sa vitalité, à l'épanouissement professionnel et personnel des ruraux, à la défense de son identité et de sa fierté si singulière.

Les paysages, le patrimoine bâti, le tourisme vert et blanc, l'alimentation, l'emploi, la qualité de vie, sont aujourd'hui des « évidences » pour tout Français. Pourtant, tous ces atouts dépendent d'un élément indispensable : une économie vivante dans les territoires ruraux.

Les ruraux, comme les urbains, doivent pouvoir entreprendre et se développer, vivre de leur métier, être indépendants, répondre à la demande, contribuer au dynamisme et à l'aménagement durable de nos territoires.

**Pour une ruralité vivante !**